



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **6 juillet 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le quatre juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 juin 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 26

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Retardée ayant donné pouvoir : 1

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

2022.07/86

FINANCES – INSTAURATION TAXE SUR FRICHE COMMERCIALE

M. Jérôme DUBOST, Maire. – La Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole n'ayant pas institué de taxe sur les friches commerciales en lieu et place de la commune, le conseil municipal, par délibération, peut, comme le prévoit l'article 1530 du Code Général des Impôts, l'instaurer, afin d'inciter les propriétaires à remettre sur le marché des locaux vacants.

Cette taxe a une vocation incitative afin de lutter contre les locaux vacants, les friches commerciales permettant de dynamiser l'activité économique de la Ville.

La taxe est due pour les biens évalués qui ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ de la cotisation foncière des entreprises depuis au moins deux ans, au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés au cours de la même période.

Pour l'établissement des impositions, le conseil municipal communique chaque année à l'administration des impôts, avant le 1er octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

Cette taxe est acquittée par le redevable de la taxe foncière et n'est pas due lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable.

Le taux de la taxe est évolutif et fixé à :

- 10 % la première année d'imposition
- 15 % la deuxième année d'imposition
- 20 % à compter de la troisième année d'imposition

Par délibération, le conseil municipal peut majorer dans la limite du double.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2022 ;

VU le Code Général des Impôts et notamment l'article 1530 ;

Sa commission municipale, Finances réunie le 29 juin 2022, consultée,

VU le rapport de Monsieur Le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'instaurer** la Taxe sur les Friches Commerciales à compter du 1^{er} Janvier 2023
- **De majorer** les taux évolutifs relatifs à la Taxe sur les Friches Commerciales de la manière suivantes : 10 % la première année d'imposition (soit un taux cumulé de 20%), 15 % la deuxième (soit un taux cumulé de 30%), et 20 % à compter de la troisième année (soit un taux cumulé de 40%).

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 31

Contre : 2 (Laurent GILLE, Corinne CHOUQUET)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.